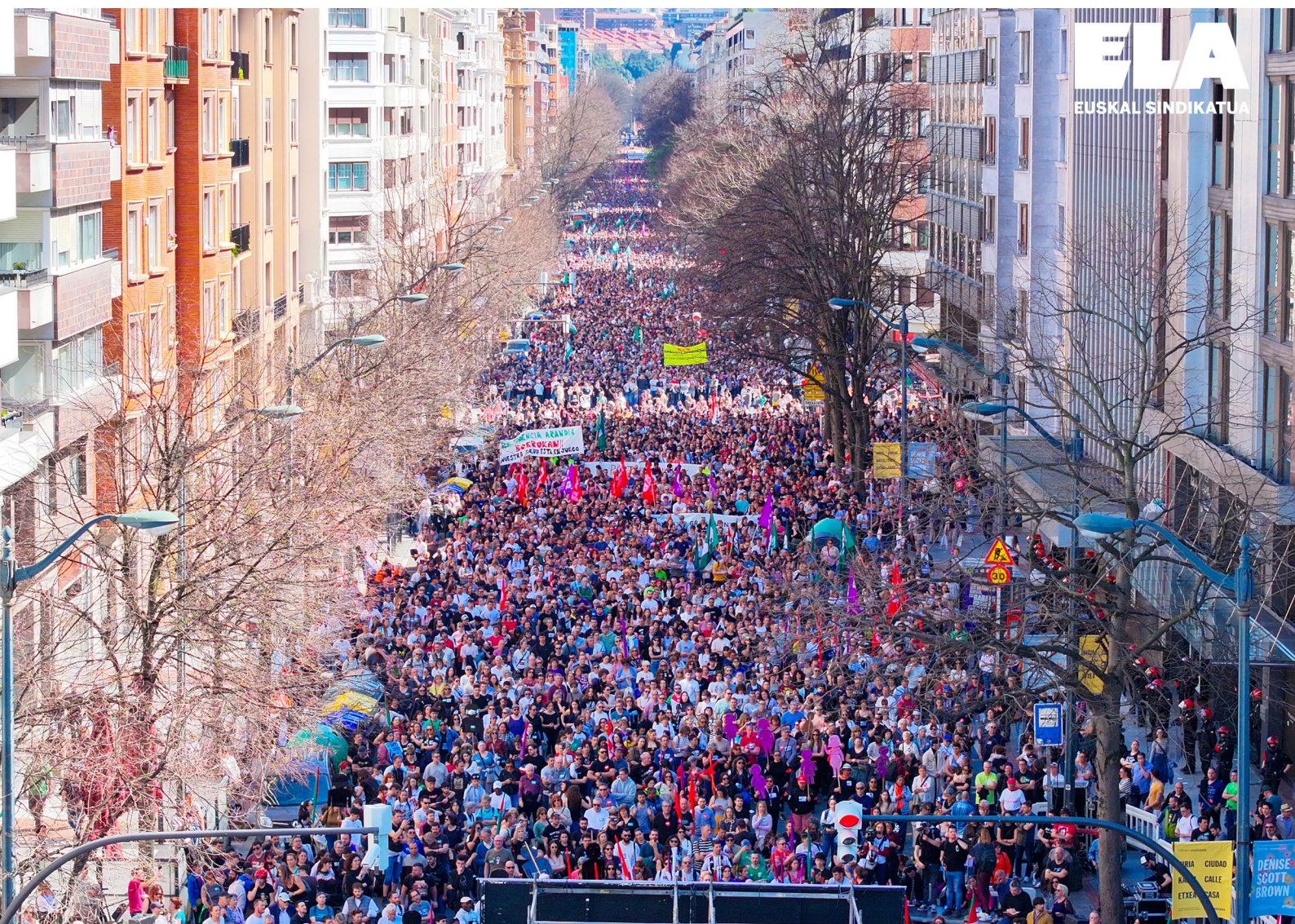


MARS 2026

Large soutien à la grève générale du 17 mars: la lutte continue

La grève générale du 17 mars a clairement démontré la force organisée de la classe ouvrière d'Euskal Herria. L'appel lancé par les syndicats ELA, LAB, Steilas, Hiru et Etxalde sous le slogan *'Gutxieneko soldata hemen erabaki. SMI 1.500 €. Mejorar salarios para repartir la riqueza'* (*'Décider ici du salaire minimum. SMI 1500 €. L'amélioration des salaires pour le partage de la richesse'*) a fait l'objet d'un large suivi dans de nombreux secteurs stratégiques, mettant en évidence le profond malaise face à la détérioration des conditions de vie et de travail.

L'appel, qui a également bénéficié du soutien de plus de 100 agents sociaux et mouvements citoyens, a eu des revendications concrètes: l'exigence d'établir un Salaire Minimum Interprofessionnel propre décidé en Euskal Herria d'au moins 1500€, qui réponde à la réalité socio-économique du pays.





Dès le petit matin, des milliers de délégué/es syndicaux, ainsi que des militants et des travailleurs et travailleuses, ont participé à des piquets d'information dans des zones industrielles, des centres logistiques, des magasins et d'autres lieux de travail. L'objectif était clair: expliquer les raisons de la grève et renforcer la nécessité de s'organiser collectivement face au patronat et aux institutions qui veulent imposer la législation du travail espagnole pour précariser encore plus la classe ouvrière basque.

Le suivi a été particulièrement important dans l'industrie, avec des arrêts importants dans de nombreuses entreprises, en particulier à Gipuzkoa, ainsi que dans le secteur public, l'enseignement et divers services. Dans le domaine de l'éducation, la grève a fait l'objet d'un suivi très élevé, dépassant 80 % sur certains collectifs et se situant autour de 60 % parmi les enseignants. Dans de nombreux lieux de travail, l'activité a été fortement réduite ou complètement paralysée. Ce soutien confirme que la classe ouvrière est de plus en plus consciente que les progrès sociaux ne peuvent être réalisés que par la mobilisation et le conflit organisé.

Les rues ont également été le reflet d'une participation massive. Plus de 125.000 personnes ont manifesté dans les 6 villes choisies pour les mobilisations de midi, surtout à Bilbao, Donostia, Gasteiz et Iruñea. Et l'après midi de nouvelles manifestations descentralisées dans plus de 80 villages ont rassemblé plus de 60.000 personnes, montrant une forte participation soutenue tout au long de la journée. Les marches ont été composées de larges colonnes de travailleurs et travailleuses de différents secteurs, reflétant le caractère transversal de la protestation et le large soutien social aux revendications soulevées.

Pour ELA, la grève du 17 mars réaffirme la nécessité de continuer à renforcer l'organisation syndicale sur les lieux de travail et de continuer à promouvoir la mobilisation sociale. Des journées comme celle-ci démontrent que lorsque la classe ouvrière s'organise et se mobilise, elle est capable d'ouvrir de nouvelles voies. La grève générale n'est pas un point final: la lutte pour des conditions de vie décentes et un salaire minimum décidé ici se poursuit.



[Cliquez ici pour voir un résumé vidéo de la journée de grève.](#)



[Cliquez ici pour voir une galerie d'images des manifestations](#)



40 ans du référendum de l'OTAN: le syndicalisme de contre-pouvoir pour faire face au nouvel impérialisme

ELA présente dans le document politique [Pouvoir syndical face au nouvel impérialisme](#) une réflexion qui cherche à situer le rôle du syndicalisme dans un contexte global marqué par l'offensive néolibérale, l'augmentation des inégalités et l'intensification des disputes géopolitiques.

40 ans se sont écoulés depuis le référendum du 12 mars 1986 sur le maintien de l'État espagnol dans l'OTAN. Cette journée a marqué un moment politique important en Europe et dans l'État espagnol. Bien que le résultat global ait été favorable à la permanence dans l'alliance militaire, dans plusieurs territoires – dont Euskal Herria – la majorité sociale s'est clairement positionnée contre.

Chez ELA, nous rappelons cet épisode non seulement comme un fait historique, mais comme une référence politique pleinement en vigueur. Quatre décennies plus tard, le contexte international est marqué par un nouveau cycle de confrontation entre puissances, une augmentation des dépenses militaires et une militarisation croissante de la politique européenne. Dans ce contexte, il est indispensable d'ouvrir un débat approfondi sur l'orientation de l'Europe et la nécessité de réorienter ses politiques vers la paix, la justice sociale et la coopération entre les peuples.

Ces dernières années, l'Union Européenne a renforcé un programme qui combine des politiques économiques néolibérales avec une subordination stratégique croissante à l'OTAN. L'augmentation des dépenses de défense, la centralité de l'industrie de l'armement et la subordination des décisions politiques aux intérêts géopolitiques forment un modèle de plus en plus éloigné des besoins sociaux des citoyens et citoyennes. Face à cela, il est nécessaire de réorienter les priorités européennes vers le renforcement des droits sociaux, la redistribution des richesses, une transition écologique juste et la défense effective de la démocratie.

Dans ce débat, il est inévitable de remettre en question le rôle de l'OTAN dans l'ordre international actuel. L'Alliance atlantique était un pilier de l'architecture militaire née après la Seconde Guerre mondiale et pendant la Guerre froide. Cependant, loin de disparaître après la fin de cette période historique, l'OTAN a élargi son champ d'action et son influence politique. Dans une perspective de paix, de coopération internationale et de souveraineté des peuples, nous préconisons de progresser vers un système de sécurité fondé sur la démilitarisation et le droit international, ce qui implique également d'ouvrir le débat sur le dépassement et la dissolution de l'OTAN.

La construction d'une alternative exige de placer au centre la souveraineté des peuples et le contrôle démocratique des ressources stratégiques. L'énergie, l'alimentation, la santé, les soins,

la finance, l'industrie ou la technologie ne peuvent être subordonnés aux intérêts des grandes entreprises ni aux logiques militaires. Ils doivent être gérés collectivement pour garantir les droits sociaux, la redistribution des richesses et l'égalité de genre. Ces revendications font partie d'une stratégie politique et syndicale visant à construire une société antifasciste et profondément démocratique.

Notre tradition syndicale a toujours été liée à l'internationalisme. ELA a participé en 1973 à la fondation de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) et a depuis participé activement au mouvement syndical européen. Cet engagement exprime notre conviction que la solidarité entre travailleurs et travailleuses doit dépasser les frontières. Dans le même temps, nous avons maintenu une position critique vis-à-vis de l'évolution de l'Union Européenne lorsque ses politiques ont renforcé l'orientation néolibérale, affaibli les droits du travail et subordonné les peuples et la classe ouvrière aux intérêts du capital.

Chez ELA, nous considérons que la lutte contre le militarisme est étroitement liée à la lutte sociale. L'avancée de l'extrême droite, la détérioration des droits du travail et l'augmentation des inégalités font partie d'un même processus. C'est pourquoi renforcer le pouvoir syndical, la conscience de classe, l'antiracisme, le féminisme et la défense de l'euskera sont des éléments centraux de notre travail quotidien.

Quarante ans après ce référendum, nous continuons de défendre qu'un autre modèle de société est possible: une société fondée sur la paix, la démocratie réelle et la souveraineté des peuples. À l'heure où l'Europe débat de son avenir, le syndicalisme doit également assumer sa responsabilité historique et agir comme un véritable contre-pouvoir social et politique, capable d'organiser la classe ouvrière et d'impulser une transition éco-socialiste et féministe qui place la vie et les droits de la majorité sociale au centre.

Croissance économique, salaires stagnants: un nouveau rapport d'ELA révèle l'écart croissant entre capital et travail

Une [nouvelle étude publiée](#) en mars 2026 par le Cabinet d'études d'ELA analyse l'évolution des salaires dans Hego Euskal Herria (Pays Basque sud) entre 2008 et 2024. Les résultats sont concluants : alors que le PIB a augmenté de 39 % au cours de cette période, le salaire réel n'a augmenté que de 2,9 %, soit seulement 838 euros en quinze ans. Les marges des entreprises, en revanche, ont atteint des sommets historiques annuels. Le rapport montre que l'ajustement consécutif à la crise financière de 2008 a touché de manière disproportionnée la classe ouvrière, car les réformes successives du travail ont affaibli la négociation collective et facilité la dévaluation des salaires.

L'étude révèle également de profondes inégalités structurelles au sein du marché du travail. Les femmes gagnent en moyenne près de 15 % moins de ce que gagnent les hommes, un écart qui persiste même en fonction de la profession, du secteur et de l'expérience. Les travailleurs migrants sont confrontés à des disparités encore plus marquées, avec un salaire horaire inférieur de 30 % à celui des non-migrants, une pénalité liée à la segmentation du marché du travail et non à des caractéristiques individuelles. Les personnes à temps partiel (concentrées parmi les femmes et les migrants) gagnent également moins par heure, au-delà de la simple réduction des heures travaillées.

Le rapport conclut que le modèle a été le même au cours des dernières années: tant en période de crise que dans la reprise ou dans la période inflationniste, le capital a augmenté sa part dans la richesse générée tandis que celle du travail a diminué.